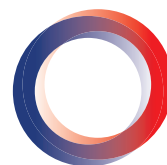


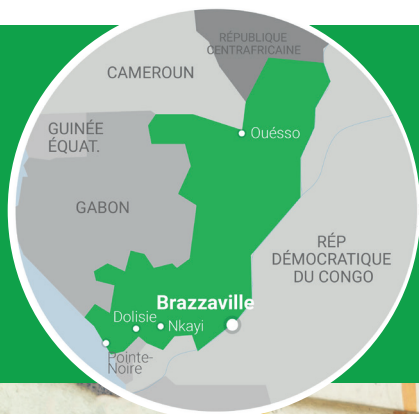


RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



L'AFD ET

l'employabilité au Congo



6 centres

de formation professionnelle
opérationnels pour former
1000 jeunes/an

26,2

millions d'euros
engagés depuis 2007

**Un dispositif de
financement**

de la formation et d'intermédiation
à l'emploi sur l'ensemble
du territoire

Près d'un tiers des jeunes congolais ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, un chiffre qui a doublé entre 2015 et 2022. L'inégalité d'accès des femmes à un emploi de qualité par rapport aux hommes est également particulièrement accentuée de même que le fort décalage entre les aspirations des jeunes et la réalité du marché du travail. Pour renforcer la compétitivité des entreprises, les qualifications des jeunes et améliorer leur intégration sur le marché du travail, l'AFD accompagne la rénovation de centres de formation professionnelle par l'apprentissage, la modernisation de l'enseignement supérieur et l'intermédiation entre employeurs et demandeurs d'emploi.

NOTRE ACTION EN République du Congo

1

Développer les compétences et l'employabilité des jeunes

L'enseignement technique et professionnel au Congo est encore souvent théorique et répond insuffisamment aux besoins des entreprises. Face à ce constat, le gouvernement congolais a engagé une réforme ambitieuse de la formation professionnelle. Pour soutenir celle-ci, l'AFD apporte un financement de 8,35 millions d'euros en don qui a pour objectif de :

- améliorer l'offre de formation des Centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (CEFA) qui forment les ouvriers qualifiés dans des secteurs porteurs de l'économie via la création de nouvelles filières de formations (électrotechnique, soudure, tuyautage et chaudronnerie, logistique et transport, etc.) et le développement des filières existantes en les dotant d'équipements pédagogiques modernes et d'outils numériques
- dans les 5 CEFA construits et équipés à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie ; la réhabilitation et l'équipement d'un nouveau CEFA dédié aux métiers ruraux à Boko dans le département du Pool ; le renforcement des capacités pédagogiques et administratives des CEFA ainsi que leur mise en réseau ;
- renforcer le cadre institutionnel et la gouvernance en assurant une participation systématique des milieux professionnels concernés aux organes de décision ;
- fédérer la mobilisation d'expertises françaises reconnues, au travers d'Expertise France, de la coopération décentralisée et des centres français de formation de l'Académie de Limoges.

2

Moderniser l'enseignement supérieur

Le Congo s'est doté d'une politique de diversification de son économie, qui nécessite un renforcement quantitatif et qualitatif de ses capacités de formation et d'innovation. L'AFD finance dans ce cadre un programme de modernisation de l'enseignement supérieur et de recherche, qui cible en particulier, l'Université Marien Ngouabi, et ses 35 000 étudiants. Le financement en don, d'un montant total de 7 millions d'euros, vise à :

- soutenir l'Ecole normale supérieure (ENS), dans sa mission de formation initiale des enseignants et des personnels d'encadrement et d'orientation du secondaire en actualisant les référentiels de formation et d'évaluation et en accompagnant le développement des usages numériques éducatifs ; et en mettant à niveau les laboratoires de sciences ;
- renforcer le continuum formation – recherche – insertion professionnelle, en ciblant la valorisation des bio ressources locales via la transformation et le conditionnement agro-alimentaire, la cosmétologie et les applications pharmaceutiques ou de bio-santé. Un centre multiservices de valorisation des bio ressources sera construit et équipé à destination des formations professionnalisantes et des entreprises ;
- appuyer les actions d'amélioration de la gouvernance et de la qualité du système d'enseignement supérieur grâce à l'attribution de financements compétitifs à des projets de recherche et de formation (14 projets en cours), la consolidation de l'offre de soutien pédagogique, universitaire et le renforcement des écoles doctorales et des collaborations entre l'université et les milieux professionnels ;
- développer des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche français, africains et européens pour améliorer la coopération scientifique et soutenir la montée en qualité des enseignements, à travers des formations de formateurs.

3

Rapprocher l'offre et la demande d'emploi

Pour accompagner la jeunesse congolaise dans son parcours d'insertion professionnelle et répondre aux besoins des employeurs en ressources humaines qualifiées, le projet « Mosala » (emploi en Lingala) vise la mise en œuvre de politiques actives emploi-formation et l'amélioration de la pertinence du dispositif de formation-insertion notamment pour les enjeux spécifiques aux jeunes et aux femmes. Il facilitera le parcours d'insertion professionnelle de 5 000 jeunes vulnérables à travers l'accès à l'information, la formation et la mise à disposition de moyens techniques et financiers. Ce projet permettra de :

1. élaborer une politique nationale de l'emploi et de la formation, incluant la question du genre ;
2. accompagner le FONEA dans ses activités de mise en œuvre des actions de formations qualifiantes ;
3. appuyer l'ACPE dans ses actions d'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi, en ciblant particulièrement les femmes et l'orientation sur le marché du travail.

Réalisé avec l'appui d'Expertise France, de Pôle emploi international (PEI) et du Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (CIF – OIT), et doté d'un financement en don d'un montant total de 10,5 millions d'euros, dont 3 millions d'euros de délégation de fonds de l'Union européenne.